

Macri veut proscrire politiquement Cristina Fernandez



Par Stella Calloni*

Tiré de La Jornada.

L'ex-ministre argentin de la Planification, Julio De Vido, actuellement député du Front pour la Victoire, parti d'opposition, a dénoncé ce 1er novembre le fait que le gouvernement du président de droite Mauricio Macri veut proscrire politiquement l'ex-présidente Cristina Fernandez de Kirchner après que plusieurs sondages aient révélé une «croissance géométrique» de sa figure, en vue des prochaines élections législatives.

Julio De Vido s'est présenté à l'enquête dans la même cause pour laquelle le juge Julian Ercolini a cité à comparaître l'ex-présidente ce lundi. Elle n'a pas fait de déclarations mais elle a présenté un document dans lequel elle a rejeté les charges qui lui sont imputées dans l'affaire Lazaro Baez sur les irrégularités dans l'octroi de travaux publics pour la province de Santa Cruz, dans l'extrême Sud du pays.

L'ex-ministre a considéré que l'on tente de traduire en justice un projet politique et de criminaliser une façon de faire de la politique. Cela est démontré dans cette cause, une autre de plus, de persécution politique par le gouvernement Macri qui tente de cacher les graves déficiences de sa gestion.

Pour ce faire, 17 ex-fonctionnaires publics ont été soumis à un procès pénal qui rappelle «d'une façon irresponsable une action plus propre de la presse à sensation que d'une instance judiciaire en les accusant d'association illicite pour avoir participé à des actions de gouvernement»

Il a rappelé que les travaux publics ont toujours relevé du Pouvoir exécutif soumis au contrôle du Pouvoir législatif par le biais de la loi du Budget» et que ce qui a été réalisé à Santa Cruz a été inclus au budget national et soumis à l'approbation du Parlement. Pour la plupart, ils ont fait l'objet de la licitation, de l'embauche, de l'exécution et de l'inspection par l'administration provinciale.

L'ex-ministre, auquel on a saisi tous ses biens, a également rappelé qu'au total des ouvrages publics à niveau national, le Groupe Austral, celui de Lazaro Baez, est à la 38e position et tout comme l'a fait l'ex-présidente, il a demandé que tous les travaux publics du pays soient enquêtés.

Après la dénonciation par Cristina Fernandez de l'entreprise IECSA appartenant au cousin et partenaire de Macri, Angelo Calcaterra, les procureurs Gerardo Pollicita et Ignacio Mahiques ont demandé à enquêter si le gouvernement actuel a favorisé Calcaterra dans un ouvrage milliardaire.

Une future base des États-Unis?

La ministre de la Sécurité nationale, Patricia Bulrich, a signé à Ushuaia, capitale de Terre du Feu, dans l'extrême Sud du pays, une convention avec Mme le gouverneur Rosana Bertone, pour créer un Centre d'intelligence régionale dans la zone.

Il serait supposément destiné à «faire face au crime organisé et à la lutte contre le trafic de drogues» et le gouvernement national allouera une somme astronomique au gouvernement provincial pour l'achat de l'équipement destiné

au nouvel organisme, ce qui comprend l'acquisition de téléphones portables aussi bien pour la police provinciale que pour les forces fédérales de sécurité, a été informé officiellement.

Cela a immédiatement éveillé des doutes et des soucis chez des experts en militarisation, car la décision de Bullrich coïncide avec les négociations du ministère argentin de la Défense avec les États-Unis pour installer une base de ce dernier pays dans cette zone stratégique de l'Argentine.

«Il n'est pas d'explication possible pour installer un Centre d'intelligence de ces caractéristiques dans un coin aussi reculé que la Terre du Feu et comme par hasard cela coïncide avec les installations que Washington négocie dans le cadre du projet de militarisation régionale» signalent les experts. La question fera parler dans les prochains jours

*Journaliste, correspondant en Argentine du journal mexicain La Jornada.



Radio Habana Cuba